

**NON aux attaques contre le service public d'éducation
Défense de l'Enseignement Agricole Public
Maintien des TOS comme fonctionnaires d'État
Rattrapage de notre pouvoir d'achat**

Grève le 7 décembre !

**NON
aux
attaques
contre
le service
public
d'éducation !**

Le service public d'éducation est notamment attaqué au travers des **restrictions budgétaires** et, depuis que ce gouvernement est au pouvoir, **des milliers d'emplois** (enseignants, ATOSS, emplois jeunes) **ont été supprimés**. Alors que les actes de violence sont signalés en forte hausse (+ 10% en un an), **le gouvernement fait régresser le nombre d'adultes** dans les établissements en ne remplaçant pas les aides éducateurs parvenus au terme de leur contrat.

Les orientations annoncées pour le **projet de loi d'orientation sur l'Ecole** révèlent une conception étriquée de l'ambition éducative, limitée à l'acquisition d'un socle commun de connaissances pour l'enseignement obligatoire, et entendent **détourner un flux important d'élèves des collèges et lycées en se fixant pour objectif une progression de 50% des effectifs d'apprentis d'ici 2010**, et en rendant ce « détournement » possible dès la fin de la 5^e.

**Défense
de
l'enseignement
agricole
public !**

Dans notre secteur d'enseignement, les orientations globales du gouvernement en matière de politique éducative sont encore aggravées par une politique partisane qui favorise outrageusement l'enseignement privé dont les crédits sont revalorisés quand ceux du Public sont amputés (diminution de la DGH). Cette discrimination transparaît également au travers du plafonnement autoritaire des effectifs élèves dans le Public et des évolutions de structures, le nombre de classes fermées dans le Public étant proportionnellement plus élevé que dans le Privé, déjà largement majoritaire. Pour faire des économies supplémentaires, la DGER a programmé des restructurations d'EPL qui risquent de faire disparaître les établissements publics les plus fragiles.

**Soutien
aux
négociations !**

L'action intersyndicale menée le 25 novembre à l'initiative du SNETAP-FSU (délégation de personnels à la DGER et remise du « Livre Noir de l'EAP » au Directeur Général) **a contraint le Cabinet à accepter de faire une expertise des besoins de l'EAP et à ouvrir des discussions avec les organisations syndicales afin d'évaluer les moyens complémentaires nécessaires aux établissements publics**. Deux réunions nationales de travail sont prévues à cet effet le 14 et le 17 décembre.

Nous appelons les personnels à **maintenir la pression sur la DGER et le ministère tout au long de ces discussions en participant massivement à la journée de GRÈVE du 7 décembre 2004**, afin d'obtenir les moyens supplémentaires dont tous nos établissements ont besoin.

**Maintien
des
personnels
TOS
dans la
Fonction
Publique
d'Etat !**

La loi relative aux responsabilités locales, résultat d'un **coup de force de Raffarin** qui l'a imposée à coup d'article 49-3, y compris contre son propre camp, prévoit le **transfert des personnels TOS aux collectivités territoriales** et, dans un premier temps, leur mise à disposition dès le 1^{er} janvier 2005. Cette décision, qui porte un coup sévère à l'unité même du système éducatif et porte en germe le risque de privatisation des missions transférées, a été imposée contre l'avis des personnels concernés et de leurs organisations syndicales.

Avec les autres syndicats réunis dans l'intersyndicale IATOS, le **SNETAP dénonce ce coup de force et continue d'intervenir pour obtenir la réversibilité de cette disposition**, notamment en cas d'alternance politique. **Il combat la campagne de désinformation** entreprise sous la houlette du ministère de l'Intérieur par les responsables de la DGER, qui vise à présenter ce transfert comme une panacée alors que la réalité est tout autre.

**Rattrapage
du
pouvoir
d'achat
et
refonte
de la
grille
indiciaire !**

Le Ministre de la Fonction Publique tente, par médias interposés, de convaincre l'opinion publique que le pouvoir d'achat des fonctionnaires n'a cessé d'augmenter – en moyenne de plus de 2% par an, affirme-t-il !!! – alors que tous les calculs montrent à l'évidence que, hors promotions, les fonctionnaires et agents de l'Etat ont perdu 5% de leur pouvoir d'achat depuis 2000, sans parler des pertes accumulées auparavant, depuis la désindexation des salaires sur les prix.

Le seul véritable critère de référence pour mesurer l'évolution du pouvoir d'achat, c'est la valeur du point d'indice car les augmentations liées aux promotions ne bénéficient chaque année qu'à une minorité de fonctionnaires.

Nous devons tous exiger que de véritables négociations salariales soient ouvertes pour obtenir le rattrapage du pouvoir d'achat perdu et discuter d'une refonte de la grille indiciaire afin de **permettre l'amélioration des déroulements de carrière, notamment pour les agents de catégorie C.**

Faire grève le 7 décembre, c'est peser sur le contenu de la rencontre entre le Ministre et les fédérations de fonctionnaires prévue le 8 décembre.

**Avec les autres syndicats de la FSU (SNES, SNUEP, SNEP, SNUAS-FP, UNATOS)
Avec le SNETAP-FSU, syndicat majoritaire de l'EAP**

Tous en Grève le 7 décembre !

**Pour la défense du service public d'éducation
Pour la priorité des moyens à l'enseignement public
Pour une solidarité active avec les personnels TOS
Pour une revalorisation de nos salaires et de la grille**